

Distr.
LIMITEET/CCM.5/L.1
21 mai 1952

ORIGINAL : FRANCAIS

C 70

COMMUNICATION DE M. K. ANATOLE

CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, et conformément aux paragraphes 9 et 10 du Rapport du Comité de l'examen des pétitions (T/L.243 et Corr.1) adopté par le Conseil de tutelle à sa 397ème séance, le 13 mars 1952, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien, en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication en date du 15 avril 1952 émanant de M. K. Anatole et concernant le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française.

STUDIO K. ANATOLE

Douala, le 15 Avril 1952

Copie pour information

Photo - Restaurant

R.C. Douala 139 - 828

Rue de la T.S.F.

NEW BELL - Douala

à Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
au Cameroun

- DOUALA -

Monsieur le Procureur,

J'ai l'honneur de venir très respectueusement auprès de votre haute bienveillance implorer votre jugement d'équité à la suite d'une décision administrative dont je suis victime depuis le 11 Avril courant.

1. LES FAITS :

Je suis restaurateur à Douala, inscrit régulièrement sous le numéro 139 du registre de commerce. Je suis détenteur d'une licence pour la vente à consommer sur place des boissons alcooliques et hygiéniques.

Le jeudi 10 avril 1952 à 23 heures vint au restaurant un européen que je connais sous le nom de BERTHIER, commerçant à Douala, propriétaire d'une boutique avec licence pour la vente à emporter les boissons dans le même quartier où se trouve mon restaurant. Monsieur BERTHIER était accompagné de deux dames et d'un autre Monsieur européen. Tous paraissaient normaux à leur entrée dans le restaurant.

Aussitôt installé dans le restaurant, M. Berthier commanda une bouteille de champagne. Il fut servi avec courtoisie et correction parfaites. Le champagne bu, il fallait payer. Le garçon présenta la note que M. BERTHIER refusa de régler sans donner aucun motif de son refus de payer. J'attribuai ce fait à l'effet de l'alcool - mes clients paraissaient un peu emportés par l'effet du champagne - et n'attachai, au début, aucune importance au geste de M. BERTHIER.

Un moment après, sans avoir réglé le champagne déjà bu, Monsieur BERTHIER laissant la facture sur la table alla droit vers mon gérant qui se tenait au bar. Il demanda au gérant un paquet de cigarettes à crédit. Respectant la consigne

de la maison, le gérant lui refusa le paquet de cigarettes et lui fit connaître que l'établissement ne vendait pas à crédit. Sur leur discussion, intervins et offris gracieusement le paquet de cigarettes à Monsieur Berthier.

Le champagne n'était toujours pas payé. Mon gérant exigea alors le paiement de la bouteille de champagne. C'est alors que M. Berthier, que l'alcool rendait insupportable, prit sérieusement mon gérant à parti et lui lança un verre. Voulant ensuite ramasser d'autres verres qu'il cassa alors en mille morceaux, mon gérant bondit et le seisit pour éviter la catastrophe. Monsieur Berthier et mon gérant roulèrent alors par terre. Je signale immédiatement que M. Berthier a même refusé le paquet de cigarettes que je tenais à lui offrir. J'allai immédiatement alerter le Commissaire de police. Mr. LEROUX, Commissaire de police de New-Bell et le plus proche du lieu de l'incident était absent. Je demandai à l'agent de police de permanence de téléphoner au Commissaire central pour le tenir au courant de l'affaire et lui demander secours. C'est alors qu'arriva, un moment après, le Commissaire de police de Deido qui, semble-t-il, était de permanence ce jour-là.

Immédiatement, je fis l'exposé de la situation au Commissaire de police. Ce dernier, après avoir entendu le récit que je lui fis, prit à sa charge la bouteille de champagne que BERTHIER et ses compagnons avaient bu et m'en paya le prix sans mot dire. Il prit alors l'affaire et me conseilla de laisser tout tomber. Le commissaire, M. Berthier et leur suite quittèrent mon établissement vers 23 h. 45. J'eus la prudence, malgré le conseil du Commissaire de police, de faire un court et bref rapport à l'adresse de Monsieur le Procureur, rapport que j'ai remis le 11 Avril au Commissaire de police pour transmission.

Le 11 avril au matin et vers 7 h.30, M. l'Administrateur-Maire, Chef de Région de Douala vint visiter mon restaurant et vers 18 heures, le soir, il me fit dire de fermer mon bar. J'obéis à cet ordre - obéissance préalable avec espoir d'aller, le lendemain, 12 avril, me faire expliquer le mobile de la décision de fermeture de mon établissement. Je ne fus même pas reçu et la fermeture demeure jusqu'à ce jour.

2. CONSIDERATIONS GENERALES :

Pour commencer voyons qui est ce M. BERTHIER.

M. Berthier est, plus qu'un concurrent commercial, un adversaire obscur. Au

mois de décembre 1951, un soir dont je ne me rappelle plus la date exacte, M. BERTHIER, en présence des personnalités importantes européennes et africaines de Douala, me fit des menaces très graves et promit de faire fermer mon établissement. Il n'a pas oublié. Pourquoi ? Je l'ignore. Il reproche à l'Administration française de m'avoir donné une si importante licence dont lui, BERTHIER, avait besoin. D'autre part, en faisant fermer même momentanément mon bar Berthier gagnerait la clientèle du quartier. Berthier va donc mettre en ligne toutes les manoeuvres déloyales pour aboutir à son désir de me voir fermé. Il y réussit enfin le 10 avril courant, tard dans la nuit, en provoquant l'incident qui pour qui sait voir et juger, n'est autre que la jalousie et la concurrence déloyale de mon collègue commerçant.

Analysons les faits. Que voulait donc BERTHIER ? Rien. Il a un but : c'est de faire fermer mon établissement pour lui laisser la clientèle que mon restaurant attire. Monsieur Berthier m'en veut à mort. Car - et c'est vrai - ce n'est pas pour le règlement d'une facture d'une bouteille de champagne que Berthier a déclenché l'incident qu'il méditait longtemps contre moi.

Poursuivons les faits : je suis commerçant, un restaurateur dont le rôle principal est de me procurer une clientèle abondante et sérieuse. Il ne m'arrivera donc jamais de provoquer dans mon restaurant les clients qui y viennent manger et boire. Il ne me serait donc pas venu de provoquer M. BERTHIER pour qui je n'ai pas la moindre incompréhension. De plus, Monsieur BERTHIER est un blanc avec qui je n'ai pas le moindre rapport. M. BERTHIER n'est pas le seul européen qui vient dans mon restaurant. Il a été servi à son goût en champagne qu'il avait demandé. Il n'y eût pas de refus de servir, mais il y eut un refus de paiement de la part de M. Berthier. C'est ce que l'Administration régionale n'a pas considéré.

Etudions ensuite la mesure administrative prise pour la fermeture de mon bar. Sur quel rapport le Maire s'est-il basé pour décider de la fermeture de mon bar quelques heures après l'incident alors que ce matin encore, le rapport et les P.V. d'interrogation étaient encore entre les mains du Commissaire de police ? Et puis, en quoi suis-je fautif ? Est-ce pour avoir servi un champagne à M. Berthier et lui en avoir réclamé le paiement ? Ou bien est-ce pour avoir reçu M. Berthier dans mon bar ? Est-ce enfin pour avoir empêché

M. Berthier de casser tout ce que je possède en appelant à mon secours le Commissaire de police ?

Si la loi sur l'ivresse publique était applicable aux européens, la loi du 1er octobre 1917 mettrait M. Berthier hors la loi et le condamnerait ce dernier pour ivresse. Car Berthier était bien ivre, et il a crû devoir utiliser ces moments de défaillance pour mettre à exécution tous les mauvais projets qu'il a longtemps échafaudés sur mon compte.

M. BERTHIER est français. Il n'ignore pas la teneur des articles 1650 et 1651 du Code civil sur les obligations de l'acheteur. Berthier est commerçant, il n'avait donc pas à attendre que mon gérant lui réclame le paiement du champagne qu'il avait bu avec ses compagnons. Est-ce pour avoir réclamé ce règlement à M. Berthier que l'Administration régionale me condamne à la fermeture de mon bar ?

Mon bar est le mieux réputé dans tout Douala pour la tenue et la correction avec lesquelles les clients y sont reçus. Il n'y a jamais de bagarres comme dans les autres bars de la ville. Quelle est donc l'infraction qui me rapporte si brutalement la fermeture de mon bar ? La justice française doit pouvoir le démontrer.

3. CONCLUSIONS :

Citoyen de l'Union française je crois faire appel à la légalité républicaine conforme aux traditions françaises pour faire arbitrer par toutes les voies de droit, de raison et de justice l'incident BERTHIER. Les français du genre de Berthier sont des fauteurs de désordres qu'il y a lieu d'écarter des milieux africains. L'autorité les protège : c'est un scandale.

Tels sont les faits, les considérations.

Je me prosterne devant vous, M. le Procureur, pour vous demander respectueusement de bien vouloir faire révoquer par les moyens de droit, par les règles de justice et de raison, la mesure administrative qui a décidé de la fermeture de mon établissement. Vous aurez ainsi réhaussé le prestige de la France en protégeant un pauvre Noir qui s'est toujours conduit loyalement et qui a toujours servi la cause de la France.

Avec mes remerciements anticipés, Veuillez croire, je vous prie, Monsieur le Procureur, à l'expression sincère de mes sentiments de parfaite gratitude.

Votre tout dévoué,

Reçu au siège des Nations Unies le 30 avril 1952